



Crise mondiale - Action mondiale

Aide-Memoire

Prise en charge du VIH/SIDA et appui

Des initiatives importantes sont en cours, pour que les personnes vivant avec le VIH/SIDA bénéficient des médicaments et traitements qui prolongent la vie. Mais l'accès aux médicaments représente seulement l'un des nombreux besoins à satisfaire pour que les personnes infectées par le VIH vivent en bonne santé et restent productives.

Une prise en charge exhaustive : satisfaire un large éventail de besoins

- Si l'accès aux médicaments est extrêmement important, les besoins des personnes vivant avec le VIH/SIDA dépassent largement le cadre des médicaments et des soins de santé. Les stratégies de prise en charge du VIH/SIDA doivent donc être exhaustives.
- Le caractère exhaustif de la prise en charge et de l'appui fait appel à plusieurs éléments fondamentaux, à commencer par le conseil et le test volontaires de sorte que les gens connaissent leur statut VIH et le gèrent comme il se doit. Une prise en charge exhaustive doit englober le soutien psychologique, afin d'aider les gens à surmonter les implications d'une maladie mortelle. Sans oublier l'appui social pour permettre aux personnes séropositives au VIH ainsi qu'à leur famille et à leur communauté, de faire face aux conséquences économiques et sociales de la maladie et des décès dus au SIDA.
- Les communautés et les organisations communautaires – en particulier celles qui font participer des personnes vivant avec le VIH/SIDA – ont un rôle particulièrement important. De par leur travail, elles favorisent la solidarité de la société avec les personnes affectées par le VIH et leur famille, leur apportent un soutien émotionnel, et les aident à se protéger contre la discrimination et les violations de leurs droits. Souvent, leur activisme contribue à inciter les pouvoirs publics à consacrer davantage de ressources aux activités de lutte contre le SIDA, et pousse les sociétés pharmaceutiques à baisser le prix des médicaments.
- Pour une prise en charge et un appui exhaustifs, il faut des systèmes de santé améliorés permettant d'accélérer l'accès à des services de prise en charge et d'appui exhaustifs, et notamment aux médicaments salvateurs dont ont besoin les personnes vivant avec le VIH. Sur le continent africain, qui regroupe les deux-tiers de la population séropositive mondiale, les systèmes de santé étaient déjà faibles et très insuffisamment financés avant l'arrivée du SIDA. Ils sont à présent au bord du gouffre, en raison des millions de patients

supplémentaires à prendre en charge. Dans de nombreux endroits, les moyens diagnostiques sont insuffisants et les approvisionnements en médicaments sont irréguliers, même pour traiter des affections qui sont faciles à diagnostiquer et qui se soignent à peu de frais. L'accès demeurera inégal et compromis jusqu'à ce que les pays puissent avoir les moyens financiers de se procurer des médicaments anti-SIDA et du matériel de diagnostic, et de doter leur système de santé de l'infrastructure nécessaire et d'un personnel suffisamment formé.

- De nombreux pays en développement s'efforcent d'allouer des parts suffisantes de leur budget national au secteur de la santé. En Afrique, les gouvernements dépensent nettement plus pour rembourser la dette étrangère que pour financer la santé et l'éducation. L'allègement de la dette et l'aide au développement international peuvent aider les pays à investir davantage dans les initiatives d'atténuation de la pauvreté ainsi que dans la prévention et la prise en charge du SIDA.
- Là où il est impossible de mobiliser des ressources suffisantes (personnel de santé, infrastructure et financement), les personnes vivant avec le VIH/SIDA doivent avoir accès aux médicaments pour soulager la douleur ainsi qu'aux traitements pour les infections opportunistes « simples » telles que la pneumonie et la tuberculose.

La prise en charge et le traitement servent la prévention

- Les soins et l'appui aux personnes vivant avec le VIH peuvent contribuer à protéger la santé de la population générale en rendant la prévention plus effective. La vaste majorité des personnes vivant avec le VIH ne connaissent pas leur statut VIH. Le conseil et le test VIH volontaires sont des éléments déterminants pour inciter à éliminer les comportements à risque et ainsi rendre la prévention plus effective. Le fait d'espérer pouvoir compter sur une prise en charge et sur un traitement, en cas de séropositivité VIH, peut fortement

inciter les gens à se faire tester pour connaître leur statut VIH.

- Les personnes informées de leur séropositivité et bénéficiant de soins peuvent contribuer à abattre l'obstacle du déni, qui si souvent compromet les efforts de prévention. Les dispensateurs de soins qui s'occupent des personnes séropositives démontrent aux autres qu'il ne faut en aucune façon craindre d'être infecté par contact fortuit, et contribuent donc à dissiper les idées fausses concernant la transmission du VIH.
- L'offre de services de diagnostic et de traitement de la tuberculose ainsi que des infections sexuellement transmissibles, couramment rencontrées chez les personnes infectées par le VIH, peut également aider à freiner la propagation des infections chez les personnes séronégatives au VIH.
- Pour toutes ces raisons, la prise en charge du SIDA est de plus en plus reconnue comme un bon investissement profitant directement aux personnes infectées et malades, tout en servant également l'objectif de la prévention du SIDA.

Accélérer l'accès

- Lancée en mai 2000, l'Initiative pour accélérer l'accès représente une intensification des efforts du secrétariat et des coparrainants de l'ONUSIDA visant à aider les pays à mettre en œuvre des formules exhaustives de prise en charge des personnes vivant avec le VIH/SIDA. L'Initiative suit deux grands axes : le dialogue avec l'industrie pharmaceutique afin que les pays en développement puissent disposer de médicaments de qualité moins onéreux ; et la collaboration technique avec les pays qui entreprennent de renforcer leur capacité d'offrir des soins, des traitements et un soutien (y compris l'introduction de la thérapie antirétrovirale).
- L'appui est fonction de la situation de chaque pays. Sur demande, un appui est offert pour la préparation des plans d'action nationaux relatifs aux soins qui s'inscrivent dans les stratégies nationales de lutte contre le VIH/SIDA. L'information émanant d'autres pays sur les prix des médicaments (et notamment des génériques) et des moyens diagnostiques est mise à la disposition des autorités nationales responsables qui sont en négociation avec les sociétés fournissant des médicaments et des équipements.
- Jusqu'à présent, 36 pays en Afrique, Europe, Asie, Caraïbes et Amérique Latine ont décidé de bénéficier de cette Initiative. Sur ces 36 pays, dix (tous en Afrique) ont conclu des accords avec les fabricants pour disposer de médicaments à des prix nettement plus bas.

Prix des médicaments

- Ces derniers mois, les prix d'un certain nombre de médicaments importants pour les personnes vivant avec le VIH/SIDA, et notamment les antirétroviraux, ont nettement baissé. Ces réductions de prix sont le fruit d'une pluralité d'efforts. On peut notamment citer

le plaidoyer (attirer l'attention sur l'impact énorme de l'épidémie et sur l'inégalité d'accès aux traitements dans les pays en développement), l'action des militants et de la société civile, et la concurrence entre fabricants de médicaments génériques. A signaler également la fixation, par l'industrie pharmaceutique, de prix préférentiels (réduits) en faveur des pays en développement, exclusivement, ainsi que des initiatives telles que celle pour accélérer l'accès. Certaines sociétés ont également fait des dons de médicaments, par exemple d'un antirétroviral pour la prévention de la transmission mère-enfant et un antifongique pour le traitement de certaines infections opportunistes.

- Le prix constitue un obstacle à l'élargissement de l'accès aux traitements. Mais les autres conditions importantes de l'élargissement de l'accès aux médicaments sont notamment la mobilisation d'un financement durable pour faire parvenir les médicaments et les équipements aux pays en développement, et le renforcement de l'infrastructure sanitaire et des personnels afin que les médicaments puissent être prescrits et utilisés à bon escient. La prescription juste et le suivi de l'observance des traitements médicaments sont des éléments essentiels pour le bien des malades et pour éviter le risque sérieux de pharmaco-résistance.
- Toutefois, même à des prix nettement réduits, les médicaments importants pour les personnes vivant avec le VIH demeurent hors de portée de la vaste majorité des gens qui en ont besoin. Par exemple, les prix actuellement proposés aux pays en développement pour traiter un patient pendant un an sont encore bien supérieurs au PIB par habitant dans bon nombre des pays les plus durement touchés.
- En plus du plaidoyer pour une tarification des médicaments anti-VIH qui tienne compte du pouvoir d'achat des pays, d'autres idées ont cours. Il s'agit notamment de la réduction, voire de la suppression des frais et taxes d'importation, d'initiatives visant à inciter les sociétés détentrices de brevet à délivrer des autorisations permettant à d'autres fabricants de produire un même médicament à des prix moins élevés, le recours à des mesures de protection dans le cadre des accords commerciaux internationaux qui pourraient aider les gouvernements à élargir l'accès aux médicaments et à protéger la santé publique, et la promotion de la coopération Sud-Sud et Nord-Sud. De nouveaux mécanismes de financement sont également en cours de création, en vue de canaliser davantage de ressources des secteurs public et privé vers les programmes de soins et d'appui.